

Le Burundi s'insurge contre un rapport de Human Rights Watch

PANA, 07 mai 2012 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a rendu public lundi, un communiqué de presse dans lequel il s'insurge contre un récent rapport critique de Human Rights Watch (HRW) sur "l'escalade de la violence au Burundi". C'est le troisième rapport de l'organisation internationale de défense des droits de l'homme sur le Burundi depuis les dernières élections générales de 2010 qui avaient été boycottées, en partie, par l'opposition politique pour protester contre des "fraudes massives" aux municipales.

"Alors que les rapports précédents étaient perçus par le gouvernement du Burundi comme de simples signes de provocation, celui qui vient de sortir ce mercredi 2 mai 2012", de par son intitulé : "Tu n'auras pas la paix tant que tu vivras : l'escalade de la violence au Burundi", "constitue une véritable déclaration de guerre au peuple burundais, condamné selon l'ONG, à disparaître s'il persiste à vivre avec les dirigeants qu'il a choisis lors des dernières élections". Le texte du communiqué estime que l'objectif de HRW est de ternir l'image du Burundi à travers ses agents sur place, notamment les partis politiques de l'opposition, certaines associations de la société civile ainsi que certains médias locaux. "Les mis en cause sont les véritables rédacteurs des rapports sur lesquels l'ONG ne peut apposer sa signature comme couverture", poursuit le communiqué. Les autorités burundaises avaient encore refusé l'autorisation à HRW de présenter publiquement à Bujumbura le rapport avant d'en avoir préalablement discuté et les conclusions. Les rapports entre le pouvoir burundais et HRW avaient été encore plus tendus suite à l'expulsion, l'année dernière, de la représentante de l'organisation à Bujumbura, Neela Ghoshal.